

Birmanie : Du non-alignement activiste au pacifisme neutraliste (Note)

Richard Sola

Volume 14, Number 4, 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701582ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701582ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Sola, R. (1983). Birmanie : Du non-alignement activiste au pacifisme neutraliste (Note). *Études internationales*, 14(4), 789–795. <https://doi.org/10.7202/701582ar>

BIRMANIE : DU NON-ALIGNEMENT ACTIVISTE AU PACIFISME NEUTRALISTE

Richard SOLA*

Dotée d'une localisation stratégique en Asie du sud-est, la Birmanie a toujours joué un rôle de « plaque de contacts » diplomatique. Après la réunion du 7^{ème} sommet des pays non-alignés à New-Delhi il n'est pas inutile de rappeler l'attitude de la Birmanie vis-à-vis de la conception des relations internationales que représente le non-alignement. Vu de Rangoon, la réunion de New-Delhi présentait un intérêt particulier du fait qu'il s'agissait, d'une part, du premier sommet depuis le retrait de la Birmanie du Mouvement et que d'autre part, sa présidence incombait à l'Inde acteur majeur de la zone Asie du Sud, aux vues souvent favorables à l'Union soviétique mais aussi membre fondateur du Mouvement.

Le discours birman sur le non-alignement peut s'analyser autour de trois thèmes :

- La position originelle de Rangoon.
- Le retrait du sommet de la Havane (1979).
- Le refus de réintégrer le Mouvement.

I - NON-ALIGNEMENT : UNE IDÉE, DEUX HOMMES

La position de Rangoon face au non-alignement illustre en fait la vision birmane de la scène internationale dans un sens plus large. Le processus de décolonisation enclenché dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale devait amener le Pandhit Nehru et le Général Aung San à s'entretenir à New-Delhi en janvier 1947 de leurs nouvelles relations en tant que futurs États souverains. De la convergence de leurs vues naissait la notion de non-alignement. L'accomplissement réussi d'une indépendance proclamée le 4 janvier 1948, se démarquant nettement des difficultés de l'Inde, de l'Indonésie et de l'Indochine, donna l'impression à la capitale birmane qu'un rôle original lui était imparti. La Birmanie porterait l'oriflamme de la décolonisation.

Cependant, l'assassinat, le 19 juillet 1947 du Général Aung San, les facteurs d'instabilité intérieurs commune à l'Inde et à la Birmanie, le petit nombre de pays intéressés, la survivance du colonialisme et la difficulté de créer une organisation internationale, concoururent à donner un coup d'arrêt à ce projet.

Néanmoins, en marge des multiples réunions diplomatiques, l'idée du non-alignement cheminait. La convocation d'une conférence à New-Delhi le 20 janvier 1949, si elle n'eut pas de résultats concrets, peut néanmoins être considérée comme la première conférence du non-alignement dans un cadre onusien. Les « résolutions » de cette conférence trouveront un écho favorable et une tribune ouverte à l'occasion de la convocation du groupe afro-asiatique de 1950 à New York, pour traiter tout spécialement des questions de l'Indochine et de la Corée.

* *Analyste en relations internationales, spécialiste des questions asiatiques, Paris.*
Revue Études internationales, volume XIV, n° 4, décembre 1983

Pourraient donc être considérés comme seuls authentiquement fondateurs du Mouvement, la Birmanie et l'Inde, d'autant que la Yougoslavie, membre du Kominform jusqu'en 1948, restera isolée jusqu'en 1954, date de la visite de Tito à New-Delhi et en janvier 1955 à Rangoon. À l'issue de cette dernière visite, alors que l'on était à la veille de la conférence de Bandung, était publié un communiqué commun définissant le non-alignement non point comme une neutralité passive mais au contraire active, positive et constructive¹.

Par ailleurs, l'Égypte ne s'intéressera au Mouvement qu'après le renversement du Roi Farouk en 1952 et encore relèvera-t-on que le discours de Nasser de 1955 à Bandung ne se référa pas au non-alignement mais se focalisa sur le traité de Bagdad alors que deux mois auparavant, en février, Nasser avait rencontré Tito, à bord de son navire à Ismaïlia². L'Indonésie ne se manifesta quant à elle qu'à partir de la conférence de Colombo de 1954.

U Nu, à Bandung, lança un appel à tous les pays « tiers » pour s'interposer entre les deux blocs et rallier le groupe afro-asiatique de l'ONU en prenant pour base les cinq principes de la coexistence pacifique.

Le 2^{ème} anniversaire des Nations Unies devait être l'occasion pour U Hla Aung, Représentant à l'ONU de réitérer la défiance de son pays vis-à-vis de la division en blocs de la scène internationale. « L'émergence aux Nations Unies de deux blocs antagonistes a, à notre avis, sérieusement sapé le système de sécurité collective. Les membres de chaque groupe tendent à se considérer non comme des membres individuels de l'organisation, mais comme des membres de l'un ou de l'autre »³. Un moyen de briser cette bipolarisation existait cependant : « Nous croyons que les Nations Unies ne peuvent atteindre une efficience maximale en accord avec l'esprit et la lettre de la Charte qu'à la condition qu'elles se fassent le représentant véritable de tous les peuples du monde... »⁴. À nouveau, lors de la Conférence du Caire (26.12.57) U. Nu fit part de ses réticences, cette fois-ci quant aux déséquilibres du Mouvement en faveur de l'Union soviétique.

L'algarade qui survint lors de la conférence de Belgrade entre le Chef de la mission birmane, U Pe Kin, et le représentant cubain – qui était auparavant un fervent partisan de Batista – pourrait indiquer une fois encore la position d'équidistance que tint à maintenir Rangoon.⁵

Peu relevé par les observateurs de la Birmanie, Rangoon s'est toujours refusé à critiquer Israël. Ceci semble résulter moins d'une position théorique que d'un simple pragmatisme consécutif à la situation économique intérieure. En effet, bailleur de fonds de l'État birman, Israël par ses prises de participation contrôlait, jusqu'en 1963, date de nationalisation de l'économie, à plus de 45% la « Burma Economic Development Corporation (BEDC) qui elle-

1. U PE KIN: « The Non-Aligned Movement: a Memory », *Working People's Daily*, 19 septembre 1979, p. 4.

2. U PE KIN, *Ibid.* ; 20 septembre, p. 4.

3. U HLA AUNG: « The Problems of the United Nations ». Discours prononcé le 24 juin 1955 à Rangoon reproduit dans *BURMA*, vol. V n° 4, Rangoon, juillet 1955 p. 31.

4. *Ibid.* On relèvera que la phrase se termine cependant de façon suprenante par « all the peoples of the world who have a voice in international affairs » ceci s'expliquerait par la question des revendications des minorités (shan, Karen, Kachin etc.) en Birmanie.

5. U PE KIN, *Working People's Daily*, 21 septembre, p. 4. « Monsieur le Président, si vous me permettez, je voudrais informer mon collègue de la Havane que ce Comité est composé de plusieurs délégués qui possèdent de suffisantes preuves de leur lutte pour la libération de la domination coloniale et qui par conséquent n'ont nullement besoin d'entendre un cours sur les démons de l'impérialisme et du fascisme venant d'autant plus de quelqu'un qui pour le moins pourrait changer de bord sans le moindre scrupule ».

même contrôlait les « Defense Services Institutes » (DSI) qui géraient 27 sociétés moyennes ; de fait Israël était intéressé dans près de la moitié de l'activité économique birmane. Par ailleurs, U Nu s'est toujours senti proche du socialisme « israélien ».

Déjà à Bandung les efforts qu'il fit pour ne pas laisser Israël être condamné *urbi et orbi* portèrent leurs fruits, puisque le communiqué final se contentait d'établir que : « La Conférence afro-asiatique déplore les politiques et les pratiques de ségrégations et discriminations raciales comme fondement des relations gouvernementales et humaines dans de larges régions d'Afrique et en d'autres parties du monde ».⁶

À Belgrade, le Premier ministre se « fâcha tout rouge » contre la résolution anti-Israélienne proposée par Nasser, Tito, Nkrumah et Modeiko Keïta. Il déclara après avoir expliqué que la nation juive et la nation arabe étaient ses amies : « Je ne signerai point le communiqué final et je me dissocierai publiquement des résolutions de cette conférence si l'État d'Israël s'y trouve condamné ».⁷

Mettant en jeu sa renommée, il réussit à faire ployer la décision générale comme l'illustre le point 8 du chapitre III du communiqué final : « Les participants à la conférence condamnent résolument la politique d'apartheid pratiquée par l'Union sud-africaine et demande l'abandon immédiat de cette politique ». « Ils déclarent, par ailleurs, que la politique de discrimination raciale en quelque lieu que ce soit, constitue une grave violation de la chartre des Nations Unies et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. »⁸

Ainsi donc au crépuscule des années 50 on peut établir que « bien que les rapports d'agences étrangères suggèrent la probabilité que la Birmanie et l'Inde deviendront les lignes de base contre le communisme soviétique, il n'y a rien dans la politique ou l'action du gouvernement birman qui indique que la Birmanie serait aisément emprisonnée dans la toile d'araignée des autres nations combattant le communisme ».⁹

C'est que jusqu'à cette époque la théorie birmane du non-alignement et de la neutralité louvoie entre deux conceptions. D'un côté celle de Lawrence pour qui la neutralité est : « l'état de ces États qui en temps de guerre ne prennent aucune part dans l'engagement mais continuent des relations pacifiques avec les belligérants »¹⁰ et de l'autre côté celle de Grotius exprimée dans « Loi de la guerre et de la paix » pour lequel il ne faut rien entreprendre en faveur d'un belligérant qui a tort et ne rien opérer contre un belligérant qui a raison.¹¹

Rangoon développera ainsi une conception dynamique, activiste de son non-alignement qui l'éloignera du neutralisme et dont U Thant dira clairement : « Dans le domaine des idéologies, la Birmanie n'est pas neutre. La Birmanie est liée à un système de démocratie parlementaire... Et la Birmanie est totalement adverse de l'idée de dictature sous quelque forme que ce soit. La politique étrangère de la Birmanie est de fait essentiellement basée sur le concept de l'anti-guerre ».¹²

6. « Final communiqué of the Asian-African Conference », chapitre (C), paragraphe 2, texte reproduit dans *BURMA*, vol V n° 4, Rangoon, juillet 1955 p. 14.

7. Communication diplomatique.

8. « Declarations of the Heads of State or Government of Non-Aligned Countries », Chapitre III, paragraphe 8, reproduit dans *BURMA*, vol X n° 4, Rangoon, Octobre 1961, p. 12.

9. *New-Times of Burma*, Rangoon, 9 décembre 1951.

10. SOORMA (C.A.): « Neutrality and Non-Alignment », *Guardian Magazine*, Rangoon, 1967, vol XIV, n° 9, Septembre, pp. 21-25.

11. *Ibid.*

12. U THANT: « Some Reflections on Burma's Foreign Policy », discours prononcé à l'Université de Yale le 13 avril 1961, reproduit dans *BURMA*, vol X n° 4, Rangoon, Octobre 1961, p. 42.

II – UN RETRAIT DANS L'ISOLEMENT OU RETRAIT DE L'ISOLEMENT

L'arrivée au pouvoir du Général Ne Win et de ses séides Tin Pe – San Yu a avant tout été considérée comme un changement d'orientation en politique intérieure. Or, il faut garder en mémoire la deuxième partie de la déclaration de U Thant liant politique étrangère et démocratie parlementaire. La disparition de celle-ci modifia la portée de celle-là. Il faut dire que le nouveau gouvernement s'est toujours gardé de s'exprimer sur ce point. Mais la scène internationale s'était profondément transformée, non dans sa bipolarisation mais dans les rapports entre les deux blocs car si la période 1947-1957 avait été celle de la guerre froide entrecoupée de conflits conventionnels, en revanche, la période 1960-1983 allait être celle de la détente dans « l'équilibre de la terreur ». Cette prise en considération des changements internationaux se retrouve, par conséquence dans le discours délivré le 21 août 1964 à l'École Centrale des Sciences Politiques par le général Ne Win, dans lequel il rappelle la division du monde en blocs et dans le communiqué conjoint birmano-indien du 12 février 1965 par lequel les deux pays expriment « leur conviction qu'un désarmement général et complet sous un contrôle international était d'une importance vitale pour la survie de l'humanité, la paix et le progrès du monde.¹³

L'accroissement du nombre des candidatures aux Nations Unies à la suite du vaste mouvement de décolonisation amena cette question à passer au second plan des revendications onusiennes. Le discours du 24 octobre 1962 à l'occasion du 17^{ème} anniversaire de l'ONU explicite cette évolution: « Il existe maintenant des pays avec des fondements culturels différents, des systèmes sociaux divers et des idéologies multiples. Dans de telles circonstances la paix universelle ne peut être atteinte que si les nations apprennent à coexister en paix ».¹⁴ Fortement inspiré par le Communiqué de la Conférence d'Alger de 1964, le discours pour le 21^{ème} anniversaire exprimait des préoccupations dont la formulation peut être considérée comme la prémisse de l'actuel « Dialogue Nord-Sud ». « Dans un monde complexe et trouble, déchiré par les passions humaines et les différences idéologiques, dans un monde plongé dans la pauvreté, la faim, l'ignorance, les maladies et l'injustice, les Nations Unies tentent d'harmoniser les intérêts et les actions des nations en faveur de cette longue poursuite de la sécurité et du bien-être de l'Humanité. »¹⁵

À première vue la Birmanie restait donc – grâce à cette sensibilité dans son appréhension de la scène internationale – l'État pilote du non-alignement et ce, nonobstant les interférences de plus en plus évidentes des tensions Est-Ouest et de la compétition entre grands pour prendre la direction du Mouvement. Paradoxalement cette position au fil des ans allait l'isoler. La dégradation des relations entre les différents États indochinois était un exemple suffisamment régional pour que le délégué birman, U Myint Maung rappelle à Belgrade, en juillet 1978 que la sécurité pour les non-alignés signifie l'assurance d'une liberté de toute interférence extérieure de quelque nature qu'elle soit.¹⁶ Déclaration qui dès l'année 1979 prenait une valeur toute particulière à la suite de l'invasion du Cambodge par le Vietnam ainsi que l'intervention chinoise au Tonkin. Fidel Castro, futur président du 6^{ème} sommet entrepris de sonder les intentions birmanes en déléguant deux envoyés spéciaux en avril et en

13. « Discours du Général Ne Win devant l'École Centrale des Sciences Politiques de Rangoun, le 21 août 1964 » et « Communiqué Conjoint du Conseil Révolutionnaire de l'Union de Birmanie et du Premier Ministre de l'Inde, à Rangoun le 12 février 1965 », textes reproduits dans « Foreign Policy of the Revolutionary Government of the Union of Burma », Comité Central d'organisation du B.S.P.P., *Sarpay Beikman Press*, Rangoun 1968, 1^{ère} édition, p. 26 et p. 80.

14. *Op. cit.* pp. 162-163.

15. *Op. cit.* pp. 181-182.

16. « Déclaration de Myint Maung à Belgrade », *Guardian*, Rangoun, 30 juillet 1978.

juillet.¹⁷ Il se fourvoyait en considérant Rangoon comme un simple suffragant de Cuba. Il eut une déconvenue supplémentaire lorsqu'à la conférence des Ministres des Affaires étrangères de Colombo en juin, la Birmanie se déclara en faveur de Pol Pot. Il comprendra, un peu tard, lors de la conférence de la Havane, que les Birmans étaient prêts à délivrer un discours des plus orthodoxes. La présidence s'arrangea donc afin d'en minimiser l'impact, pour donner à U Myint Maung une mauvaise heure d'audience, à la fin des débats¹⁸. U Myint Maung informa le Président Ne Win des malversations généralisées dans la procédure¹⁹ et quelques heures plus tard, le délégué birman devait déclarer: « La délégation de Birmanie est venue à la Havane avec l'espoir que les principes qui ont inspiré les membres fondateurs du Mouvement des Non-Alignés peuvent être préservés et réactivés ». Il demandait « la désignation d'un comité pour redéfinir clairement les principes d'une Charte, un cadre de conduite, les mesures à prendre en cas de violation et le réexamen des candidatures ». « Si le sommet ne parvenait à se décider et laissait les choses en l'état, la délégation se retirerait de la conférence et la Birmanie mettrait fin à sa participation dans le Mouvement. »²⁰

Sans que l'on tienne le moindre compte de cet avertissement de la part d'un membre fondateur, fut adoptée une déclaration finale anti-israélienne, dénonçant les accords de Camp David, anti-occidentale et qui ne faisait point allusion à la question cambodgienne, Khieu Samphan ayant été évincé de son siège²¹. « Prise au piège » de sa propre logique, la Birmanie décidait donc son retrait, ce que confirmera son représentant à la 34^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies.²²

III – L'INTRANSIGEANCE DES PRINCIPES OU L'INTRANSIGEANCE DE LA FAIBLESSE

Dossier de politique étrangère, le non-alignement revêtait aussi un certain aspect de politique intérieure; plus exactement de compétition politicienne. Création intellectuelle du Général Aung San et du Pandhit Nehru, cette nouvelle vision de la scène internationale fut défendue par U Nu et à travers les Nations Unies par son Secrétaire Général U Tant (1961-1971). Héritage qui aurait pu être pesant car chaque manifestation pouvait rappeler à Ne Win son rôle mineur dans cette contribution diplomatique, le non-alignement birman n'était pas réellement un handicap. L'instabilité interne devenant une question prioritaire, Ne Win pouvait prendre du recul par rapport à la scène internationale et ce d'autant que le Mouvement respectait ses préceptes.

17. « President receives special envoy from Cuba », *Guardian*, Rangoon, 23 avril 1978. Le délégué était Manuel Céspedes Fernandez. AFP-Rangoon EXP 176 du 19 juillet et BAB des 20 et 21 juillet. Le délégué dans le second cas était Flavio B. Padro accompagné du vice-ministre des Affaires Étrangères, Dr. Pelegrin Torras de la Euz.

18. La délégation à la Havane en 1979 comprenait le Lieutenant-Colonel U Men Kyi, Secrétaire du Comité des Affaires Étrangères du Parti; U Maung Gyi, représentant permanent à l'ONU, Daw Than Han, Directrice des Affaires Internationales et Économiques; U Kyaw, U Than Tun, U Ba Thwin, Directeurs de section ainsi que du 2^{ème} Secrétaire de la représentation à New-York, U Win Mya. » « Minister leads delegation to Non-Aligned Summit », *Guardian*, Rangoon, 22/9/1979.

19. Concernant les difficultés à Cuba, « Non-Aligned Summit going into final Session » *Working People's Daily*, Rangoon, 10 septembre 1979; « Angry Protests and clashes at Havana », *Guardian*, Rangoon, 10/9/79, mais aussi *AFP-Pékin* du 11/9/79.

20. « Déclaration du chef de la délégation birmane à la conférence des non-alignés », *Guardian*, Rangoon, 9/9/79.

21. « Major points of Havana Declaration », *AFP-La Havane*, 9/9/79.

22. « Déclaration de la Birmanie à l'Assemblée Générale de l'ONU », *Guardian*, Rangoon, 28/9/1979.

Ce n'est que par la suite que le Général Ne Win devait – face à un non-alignement à la nature et aux exigences par trop activistes et contraires à sa politique isolationniste rompre avec le Mouvement pour mieux maintenir une ultra-orthodoxie. Ultra-orthodoxie qui permettait dans un premier temps de faire pièce au « dérapage » du Mouvement et dans un deuxième temps de renverser l'ordonnance des rapports de force : d'une position positive en redéfinissant sa diplomatie devenue plus intransigeante parce que plus faible. Telle semble être déjà le sens de la mise en garde de 1974 au sujet des divergences d'intérêt entre pays riches et pays pauvres au sein du Mouvement. Dès lors, Ne Win avait toute latitude nécessaire pour ajuster la coexistence de sa politique étrangère et de sa vision réifiée du rôle de la Birmanie. S'il le fallait la Birmanie serait, seule, le champion d'un non-alignement indigent. L'ordre du jour du 7^{ème} sommet de New-Delhi, bien que comprenant plusieurs questions économiques, illustre bien l'amplification des distorsions déjà existantes.²³ Depuis 1979, l'accentuation des critiques contre les États-Unis, l'hégémonisme israélien, l'éviction du Kampuchéa Démocratique, mais avant tout la division en blocs à l'intérieur même du Mouvement n'ont pu que convaincre les Birmans du bien-fondé de leur position. Les démarches entreprises par la Yougoslavie²⁴ pour ramener la Birmanie au sein du Mouvement et l'invitation indienne²⁵ à envoyer une équipe de journalistes au 7^{ème} sommet se sont soldées par un refus de Rangoon²⁶.

CONCLUSION

À la suite du *pronunciamento* de 1962, le gouvernement birman avait le « choix », soit de se faire l'héritier du non-alignement, soit d'inaugurer une ère nouvelle. L'option totale pour la position de U Nu n'était guère possible du fait de la nature totalitaire du nouveau pouvoir. Son non-alignement sera d'une part, amputé de sa dynamique – celle-ci étant mobilisée pour la collectivisation de l'économie et de la société birmane et d'autre part, impuissant sur la scène internationale car on entrait dans l'ère de la balistique nucléaire ; sur la scène régionale, face à une Inde menaçante, une Chine en pleine furia maoïste et une Indochine écrasée sous les bombes américaines. Dans ces conditions, une seule solution était envisageable, se déclarer le plus impartial possible dans ses déclarations et s'en tenir aux termes de la charte de l'ONU, en reconnaissant le droit de toute nation de poursuivre sa propre ligne politique, sociale et économique sans interférence d'une tierce-nation.²⁷ Ainsi s'exprima le Conseil Révolutionnaire, le 2 mars 1962 : « Le Conseil Révolutionnaire et le gouvernement de l'Union de Birmanie, désireux de maintenir et de renforcer les relations amicales qu'elle entretient avec tous les pays, déclarent ce qui suit :

- Ils réaffirment leur attachement inébranlable à la paix, aux relations d'amitié et de coopération entre toutes les nations basées sur la justice internationale et la moralité.
- Ils réaffirment leur soutien total et leur foi complète dans les buts et les principes des Nations-Unis comme il l'est stipulé dans la charte.
- Ils réaffirment leur conviction que la politique de neutralité positive poursuivie par l'Union de Birmanie depuis son indépendance, est la politique qui convient le mieux dans le contexte mondial actuel, et que sa poursuite confiante sert au mieux les intérêts de la Birmanie et du monde...²⁸

23. « Summit Draft », *AFP-New-Delhi*, 4/2/1983 et 24/2/1983.

24. Communication diplomatique.

25. Invitation qui nous a été confirmée par le Chargé d'Affaires indien à Rangoon.

26. *AFP-Rangoon* du 17/1/1983.

27. SOORMA (C.A.), *op. cit.*, numéro 10 d'octobre 1967, pp. 13-17.

28. « Foreign Policy of the Revolutionary Government of... », *op. cit.* pp. 5-6.

D'un Non-Alignement activiste la Birmanie passait donc à un concept pacifique de la neutralité

La réussite dans l'enclenchement du processus de décolonisation permit à la Birmanie de prendre une initiative politique majeure dans les années 1947-1950. Se considérant comme seul véritable pays fondateur du non-alignement avec l'Inde, elle se fera le garant d'une orthodoxie ombrageuse.

À l'intérieur de la phase non-alignée (1947-1983) peuvent être décelées deux séquences: la première – que l'on appellera activiste – forme un continuum de 1947 à 1979 par-delà les dirigeants (Aung San, U Nu, Ne Win), la seconde, « isolationniste » enclenchée par le point de rupture de 1979 sera motivée par une volonté moins de rompre avec une ligne diplomatique intangible qu'avec un engrenage qu'il ne pouvait maîtriser. Ce dernier laps de temps (1979-1983) représentant lui-même à l'intérieur de l'espace 1962-1983 le troisième momentum de « newinisme » dont le premier (1962-1974) est une genèse ultra-autarcique et collectiviste et le second (1974-1979) une gestation de la nouvelle Birmanie, centrée sur des impératifs d'unité nationale à l'abri de toute ingérence étrangère.

Par ailleurs, primordiale paraît être la continuité qui prévaut depuis trente cinq ans dans l'équidistance entre les grandes puissances, le soutien au Cambodge (Rangoon n'a pas rompu officiellement avec le Gouvernement du Kampuchéa Démocratique dont l'Ambassadeur accrédité près Rangoon résida à Pékin) et une bienveillance vis-à-vis d'Israël. Cette position pugnace en faveur d'une déontologie des relations internationales (non-interférence extérieure et neutralisme) permet, d'autant plus depuis 1979, de ménager les susceptibilités de tous les pays limitrophes. Que l'actuelle politique extérieure birmane soit efficace dans le cadre restreint qui lui est imparti, est certain. Qu'elle soit la plus efficiente l'est peut-être moins.